

**Venezuela - L'UE inscrit 11  
responsables supplémentaires sur la  
liste des sanctions - Communiqué de  
presse du Conseil de l'Union  
européenne**

(Bruxelles, 25 juin 2018)

Le 25 juin 2018, le Conseil a décidé d'instaurer des mesures restrictives contre 11 personnes occupant des fonctions officielles. Les personnes figurant sur la liste sont responsables de violations des droits de l'Homme et d'atteinte à la démocratie et à l'Etat de droit au Venezuela. Les mesures en question comprennent une interdiction de pénétrer sur le territoire de l'UE et un gel des avoirs.

Cette décision s'inscrit dans le prolongement direct des conclusions du conseil adoptées le 28 mai 2018, dans lesquelles il appelait à imposer de nouvelles mesures restrictives, ciblées et réversibles, conçues de manière à ne pas nuire à la population vénézuélienne, en réaction à l'élection présidentielle tenue récemment au Venezuela.

Comme indiqué dans ces conclusions, les élections tenues au Venezuela le 20 mai 2018 n'ont été ni libres ni régulières et leurs résultats sont dépourvus de toute crédibilité, le processus électoral n'ayant pas assuré les garanties nécessaires à la tenue d'élections inclusives et démocratiques. Dans ce contexte, l'UE a aussi appelé à la tenue d'une nouvelle élection présidentielle dans le respect des normes démocratiques internationalement reconnues et de l'ordre constitutionnel du Venezuela. Par la même occasion, l'UE a également à nouveau souligné la nécessité que toutes les institutions démocratiquement élues, notamment l'Assemblée nationale, soient respectées, que tous les prisonniers politiques soient libérés, et que les principes démocratiques, l'Etat de droit et les droits de l'Homme soient garantis. Ceux-ci demeurent des points essentiels en fonction desquels l'UE adaptera sa politique.

La décision adoptée aujourd'hui porte à 18 le nombre total de personnes faisant l'objet de sanctions en raison de la situation au Venezuela. Le 22 janvier 2018, le Conseil a inscrit pour la première fois 7 responsables vénézuéliens impliqués dans le non-respect des principes démocratiques ou de l'Etat de droit, ainsi que dans la violation des droits de l'homme. Les mesures restrictives visent à contribuer à la recherche de solutions communes démocratiques susceptibles d'assurer la stabilité politique du pays et de lui permettre de répondre aux besoins pressants de la population.

Les actes juridiques, qui comprennent les noms des personnes concernées, ont été publiés au Journal officiel le 25 juin 2018./.